

# « Renforcer l'État face aux prédateurs »

## L'État est-il sous influence ?

**Pour Écolo, c'est oui.** Une plainte vient d'ailleurs de déboucher sur l'ouverture d'une enquête pour inaction de l'État.

La plainte déposée au mois d'avril par Écolo pour inaction coupable de l'État dans la lutte contre la grande fraude fiscale a abouti à l'ouverture d'une enquête par le parquet fédéral. C'est ce qu'a annoncé samedi le coprésident Patrick Dupriez à l'occasion des Rencontres écologiques d'été.

À la suite du scandale des Panama Papers, énièmes révélations sur des mécanismes d'évasion fiscale mis en place à grande échelle, les écologistes avaient décidé de saisir la justice.

Ils invoquaient plusieurs éléments à l'appui de leur action, notamment les déclarations du directeur régional de l'Inspection Spéciale des Impôts (ISI) de Gand, Karel Anthonissen, et du classement sans suite de la plainte déposée contre lui par le patron du SPF Finances, Hans D'Hondt, pour diffamation et calomnie.

Le haut fonctionnaire avait dénoncé une forme de clientélisme au sommet de l'État, un « lobby des cabinets » composé de gens qui se rendaient service et s'évitaient mutuellement des problèmes avec le fisc, et avait fourni à la justice un rapport faisant état de douze dossiers entachés, selon lui, de clientélisme.

Les verts ont fondé leur action

sur les articles 233 et 234 du Code pénal qui incriminent les actes visant à contrer l'exécution de la loi par des personnes dépositaires de l'autorité publique. Une plainte qui n'est pas restée lettre morte et qui débouche sur l'ouverture d'une enquête. Maintenant, il faudra attendre ce que cette enquête va donner et si la procédure suivra son cours et débouchera sur d'éventuelles inculpations. Et plus loin encore sur un éventuel procès. Bref, le chemin est encore long mais il est entamé.

Toujours lors de ces rencontres, et dans la même veine, les coprésidents d'Écolo ont réclamé un renforcement de l'État face aux grandes entreprises et à certains individus qui échappent trop facilement aux règles publiques voire les édictent à leur avantage.

## Les nantis toujours plus nantis

Dénonçant le pouvoir croissant des multinationales de l'agroalimentaire, les pressions exercées par le secteur automobile dans l'élaboration des règles de pollution ou encore les règles en cours de négociations dans le cadre du traité transatlantique.

« Il est temps de rendre au citoyen le

*pouvoir qui est le sien ! Pour cela, nous avons besoin de renforcer l'État face aux prédateurs», a lancé Patrick Dupriez.*

*«La seule implication citoyenne ne suffira pas pour réussir la transition écologique. La politique est nécessaire», a-t-il expliqué. Les Verts dénoncent le discours du «moins*

*d'État» qui permet aux grandes entreprises d'échapper à l'impôt, d'accroître la fortune des plus nantis et freine la lutte contre la criminalité financière.*

*«Cette oligarchie fait elle-même les règles qui organisent la mondialisation dans son propre intérêt.» ■*

## Radicalisme : irresponsable

Dans une rentrée placée sous le thème de la sécurité et du vivre ensemble, les écologistes n'entendent pas dévier de leur ligne malgré la montée des populismes.

Ils regrettent la tendance suivie par le gouvernement fédéral face à ce phénomène. *«En matière de lutte contre le radicalisme, il joue la surenchère avec des déclarations plus irresponsables*

*et inefficaces les unes que les autres», a souligné Zakia Khattabi.*

*«Nous vivons dans un monde où, rien ne déplaît à MM. De Wever, Ducarme et consorts, le terrorisme ne se résout pas en nettoyant Molenbeek, le radicalisme ne se résout pas en interdisant le burkini, le désenchantement chez certains jeunes ne se résout pas par la stigmatisation et la relégation», a-t-elle ajouté.*